

**ANSD**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION

-----  
AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE  
ET DE LA DEMOGRAPHIE

# SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL 2019

**Janvier 2022**

<b>Directeur Général, Directeur de publication</b>	<b>Allé Nar DIOP</b>
Directeur Général Adjoint	Abdou DIOUF
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Ngalgou KANE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Samba NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Oumar FALL
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (p.i.)	Hawa SAMBA
Directeur de l'Ecole nationale de la Statistique et de l'Analyse économique (ENSAE, Pierre NDIAYE)	Idrissa DIAGNE
Agent Comptable (AC)	Papa Amadou Moustapha NIANG
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale (p.i.)	Meissa NDOUR

<b>COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION</b>
Assane THIOUNE, Jean Rodrigue MALOU, El Hadji Malick GUEYE, Mamadou Ngalgou KANE, Macoumba DIOUF, Jean Pierre Diamane BAHOM, Samba NDIAYE, Insa SADIO, Mamadou AMOUZOU, Momath CISSE, Mamadou BAH, Alain François DIATTA, Ndeye Binta DIEME COLY, Awa CISSOKHO, Bintou DIACK, Nalar K. Serge MANEL, Ramlatou DIALLO, Djiby DIOP, Omar SENE, Mamadou BALDE, Jean Paul DIAGNE, Woudou DEME KEITA, Oumy DIOP, Mamadou DAFFE.

<b>COMITE DE REDACTION</b>	
0. PRESENTATION DU PAYS	Djiby DIOP
1. ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION	Maguette SARR/Khady BA
2. EDUCATION	Alioune TAMBOURA / Fatimatou SY
3. EMPLOI	Tidiane CAMARA /Serge MANEL
4. SANTE	Amy Collé CISSE
5. JUSTICE	Maguette SARR
6. ASSISTANCE SOCIALE	Fatimatou SY /Alioune TAMBOURA
7. EAU ET ASSAINISSEMENT	Ndeye Binta DIEME
8. AGRICULTURE	Kandé CISSE
9. ENVIRONNEMENT	Mouhamadou Bassirou DIOUF
10. ELEVAGE	Bintou Diack LY/ Penda AMAR
11. PECHE ET AQUACULTURE	Khadim SOURANG
12. TRANSPORT	Jean Paul DIAGNE
13. BTP	Madiaw DIBO
14. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou THIOUB/Ramlatou DIALLO
15. INSTITUTIONS FINANCIERES	Abdou Aziz DIOUF
16. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Omar Senghor/ Sophie DIOP
17. COMPTES ECONOMIQUES	Adama SECK
18. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE / Baba NDIAYE
19. INDICE DU COUT A LA CONSTRUCTION	Mor LÔ/ Ndeye Mareme dit Maguette DIOP
20. PRIX DES SERVICES	Muhamed NDIAYE / Mamadou THIOUB
21. FINANCES PUBLIQUES	Hamady DIALLO/ Abdoul Aziz DIAW
22. MINES, CARRIERES ET ENERGIE	Woudou DEME KEITA

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE**

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal  
 Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15  
 Site web : [www.ansd.sn](http://www.ansd.sn) ; Email: [statsenegal@ansd.sn](mailto:statsenegal@ansd.sn)

**Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers**

**ISSN 0850-1491**

## Introduction

Sur le plan international, l'année 2019 est marquée par un ralentissement de l'activité économique mondiale avec un taux de croissance de 2,8%, après 3,5% un an plutôt<sup>48</sup>. Ce fléchissement est le reflet des difficultés des pays avancés et émergents consécutives aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Au niveau de la zone UEMOA, la croissance économique est restée dynamique (croissance de 5,8% en 2019<sup>49</sup>) dans un contexte de maîtrise des prix. En effet, le taux d'inflation annuel moyen s'est replié de 0,7%, après s'être établi à 1,2% en 2018. Cette contraction des prix est en rapport avec la bonne campagne agricole réalisée dans plusieurs Etats membres et les mesures prises par les gouvernements pour un meilleur approvisionnement des marchés en produits alimentaires.

Sur le plan interne, le taux de croissance économique du Sénégal est ressorti à 4,4% en 2019, après 6,2% en 2018. Cette situation est consécutive au ralentissement de l'activité des secteurs primaire (4,5%, après 8,1% en 2018), secondaire (3,7%, contre 6,5% en 2018) et tertiaire (4,6%, après 5,4% en 2018).

Du côté de la demande, la consommation finale et la Formation brute de Capital fixe (FBCF) ont enregistré, respectivement, des progressions de 3,7% et 8,4% en 2019 contre 4,5% et 13,7% en 2018. Les exportations ont progressé plus vite (+11,2%) que les importations (+5,3%). En conséquence, le solde des échanges extérieurs s'est amélioré en 2019.

Ce chapitre, outre l'analyse des évolutions des principaux agrégats macroéconomiques, passe en revue les comportements des ressources et des emplois du PIB.

<sup>48</sup> FMI, World Economic outlook, octobre 2020

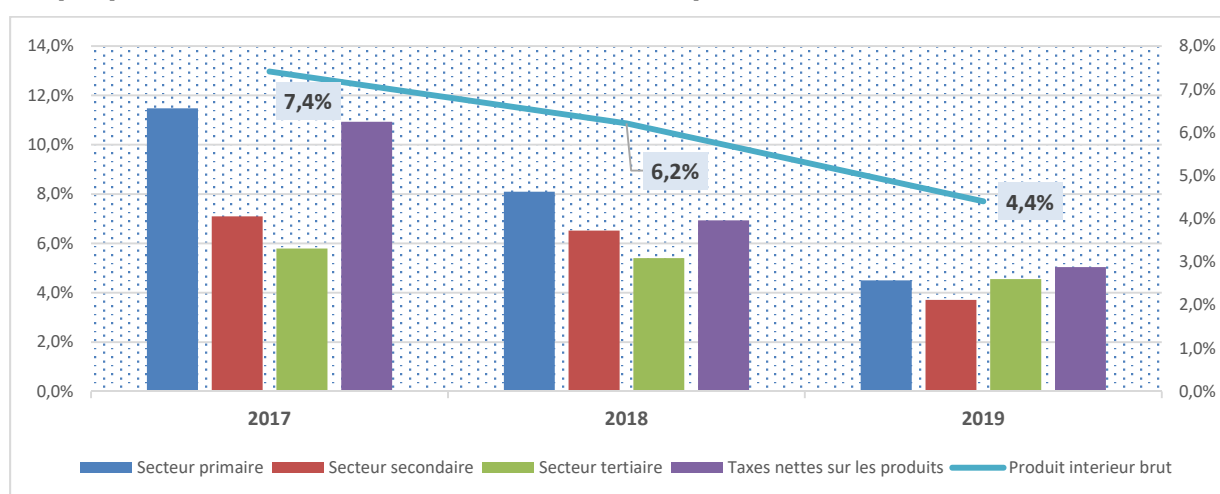
<sup>49</sup> UEMOA, Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2020

## XVII.1. EVOLUTION DES AGREGATS MACROECONOMIQUES

La croissance économique est ressortie à 4,4% en 2019, après avoir atteint 6,2% en 2018, soit un ralentissement de 1,8 point de croissance. Ce fléchissement de la croissance est imputable à la perte de vitesse notée dans les secteurs primaire (4,5%, après 8,1% en 2018), secondaire (3,7%, contre 6,5% en 2018) et tertiaire (4,6%, après 5,4% en 2018).

En volume, le Produit intérieur brut (PIB) s'est établi à 13 170 milliards FCFA en 2019 contre 12 615 milliards FCFA en 2018.

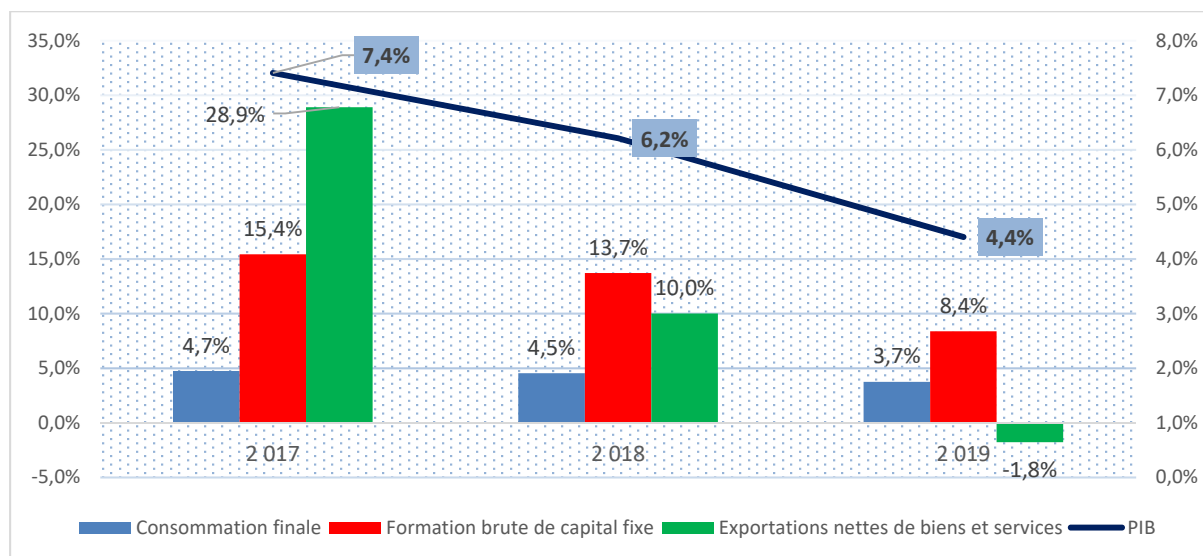
**Graphique XVII-1 : Evolution de l'activité économique selon le secteur d'activité**



Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2020

Du côté de la demande, la consommation finale globale a progressé de 3,7% en volume en 2019, après 4,5% en 2018. Rapportée au PIB en volume, la consommation finale représente 82,6%, demeurant ainsi le principal emploi.

La Formation brute de Capital fixe (FBCF) a augmenté de 8,4% en 2019 contre 13,7% en 2018. Malgré cette perte de vigueur, le taux de FBCF s'est bonifié de 0,6 point pour s'établir à 28,9% du PIB en 2019.

**Graphique XVII-2 : Evolution des composantes du PIB en volume selon l'optique demande**


Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2020

Les échanges extérieurs ont été marqués par une amélioration du solde de la balance des biens et services qui s'est établi à -1 940 milliards en 2019 après -2 041 milliards FCFA en 2018. Cette situation résulte de l'augmentation plus rapide des exportations (12,7% en 2019) que des importations (5,5%, en 2019).

Au titre de l'inflation, le déflateur du PIB a progressé de 1,9% en 2019, par rapport à 2018, sous l'effet de la hausse substantielle du prix des taxes nettes effectivement perçues sur les produits (+22,8%). Le prix à la consommation finale globale a évolué de 1,3% sous l'effet de l'accroissement des prix à la consommation marchande (+1,6%). La FBCF a enregistré une légère amélioration des prix en 2019 de 0,3%, notamment par le biais de l'appréciation de sa composante publique (1,2%).

**Tableau XVII-1 : Principaux agrégats économiques**

Agrégats (milliards de FCFA)	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
<b>PIB au prix du marché</b>	10 509	11 283	12 192	12 840	13 655
<b>Consommation finale</b>	9 134	9 661	10 245	10 689	11 235
<b>Formation brute de capital fixe</b>	2 419	2 700	3 149	3 637	3 952
<b>Exportations de biens et services</b>	2 383	2 433	2 674	2 947	3 320
<b>Importations de biens et services</b>	3 724	3 672	4 362	4 987	5 260
<b>Solde de la balance des biens et services</b>	- 1 340	- 1 240	- 1 688	- 2 041	- 1 940
<b>Revenu National Disponible Brut (RNDB)</b>	11 293	12 048	12 993	13 650	14 505
<b>PIB en volume (année de référence des prix 2014)</b>	9 775	10 397	11 058	11 877	12 633
<b>Indice des prix à la consommation finale (C. nat)</b>	0,33%	0,61%	1,24%	-0,20%	1,32%
<b>Déflateur du PIB</b>	1,07%	0,96%	0,60%	-0,84%	1,86%
<b>Indice des prix à l'importation (C. nat)</b>	-3,57%	-7,61%	1,76%	4,89%	0,21%
<b>Indice des prix à l'exportation (C. nat)</b>	2,36%	-1,98%	1,59%	1,87%	1,30%
<b>Termes de l'échange (C. nat)</b>	6,10%	6,13%	-0,18%	-2,85%	1,10%
<b>Taux de croissance annuel du PIB</b>	<b>6,40%</b>	<b>6,40%</b>	<b>7,40%</b>	<b>6,20%</b>	<b>4,40%</b>
<b>Indice des prix à la production (C. nat)</b>	-0,64%	-0,62%	1,37%	0,82%	0,19%

Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2020

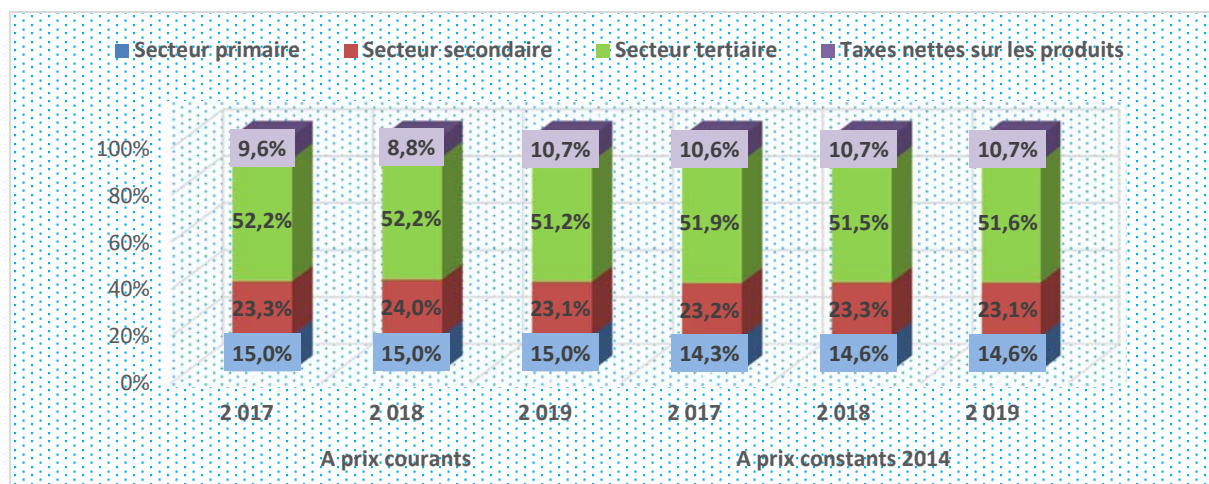
Le PIB nominal est évalué à 13 655 milliards FCFA en 2019, contre 12 840 milliards FCFA en 2018. Quant au Revenu national disponible brut (RNDB), il a progressé de 855 milliards FCFA pour s'établir 15 505 milliards FCFA à fin 2019, soit un accroissement de 6,3%. L'augmentation du RNDB plus rapide que la croissance démographique a impulsé le relèvement du revenu national par tête qui est passé de 867 989 FCFA en 2018 à 894 866 FCFA en 2019. Par ailleurs, le taux d'épargne intérieure s'est bonifié en passant de 16,8% en 2018 à 17,1% en 2019.

**XVII.2. EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB**

**XVII.2.1. EVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB**

La structure de l'économie sénégalaise reste caractérisée par la prédominance du secteur tertiaire qui représente 51,2% du PIB en valeur en 2019 contre 23,1% pour le secondaire et 15,0% pour le primaire, la part des taxes nettes des subventions s'élevant à 10,7%. Comparativement à leur poids dans l'économie en 2018, les parts du tertiaire et du secondaire ont respectivement baissé de 1 point et 0,9 point sous l'effet de la progression de la contribution des taxes au PIB.

**Graphique XVII-3 : Evolution de la structure du PIB en ressources**



Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2020

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,5% en 2019, après une progression de 8,1% en 2018. Il a contribué à hauteur de 0,7 point à la croissance en 2019, après 1,2 point en 2018.

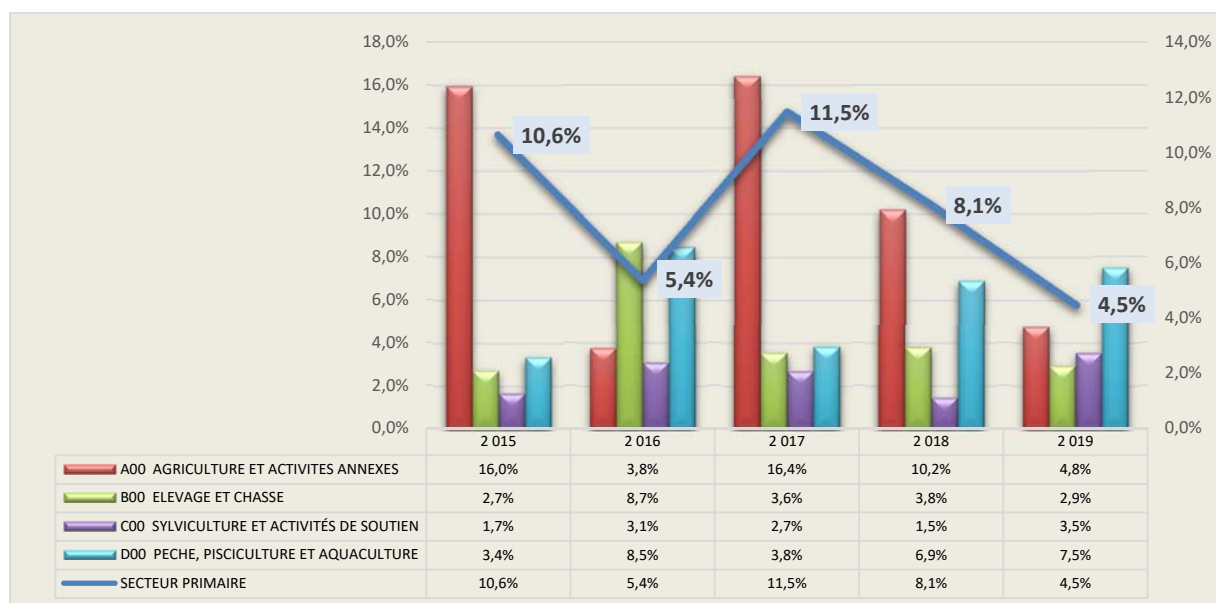
Cette évolution est imputable au raffermissement des sous-secteurs de la pêche et de la sylviculture qui affichent des accroissements respectifs de 7,5% et 3,5% en 2019, après 6,9% et 1,5% en 2018. La bonne tenue de l'activité de la pêche est

impulsée par l'augmentation de 7,9% des quantités débarquées de la pêche maritime notamment sa composante artisanale (+13,4%). Le comportement de la sylviculture pourrait être expliqué par la levée de la suspension de la production de charbon de bois et des autres produits contingentés dans les régions du Sud.

En revanche, le dynamisme du secteur primaire a été limité par la contreperformance de certaines sous-branches de l'agriculture, notamment les « Céréales » (mil (-10%), sorgho (-9%)) et « Arachide et autres oléagineux (sauf graine de coton) » (arachide (-5%)).

Par ailleurs, le sous-secteur de l'élevage et de la chasse a enregistré un ralentissement (2,9% en 2019, après 3,8% en 2018) en rapport avec la faible progression de la production des bovins, ovins et caprins (1,8%). Cette situation est principalement imputable à une forte pluie suivie d'une vague de froid en juin 2018, qui aurait impacté l'élevage de petits ruminants entraînant ainsi des mortalités relativement importantes notamment chez les femelles dans la zone sylvopastorale et dans les zones d'accueil de transhumants des régions de Kaffrine et Tambacounda.

**Graphique XVII-4 : Evolution de l'activité économique dans le secteur primaire**



Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2020

Le secteur secondaire a été marqué par une progression de 3,7% de sa valeur ajoutée en volume en 2019 contre 6,5% en 2018. Ce ralentissement a porté la contribution à la croissance du secteur à 0,9 point en 2019, soit un recul de 0,6 point par rapport à l'année précédente.

Le comportement du secondaire est en liaison avec la contreperformance des branches « activités extractives » (-8,2%) et « raffinage du pétrole et cokéfaction » (-5,9%). La régression des activités extractives est sous l'effet conjugué des baisses de la production de gaz naturel (-43,9%), des « activités de soutien aux industries extractives » (-18,0%) et du repli de la production secondaire de prospection minière notamment dans le secteur de l'or où elle s'est repliée de 46,4%. L'évolution du raffinage de pétrole est imputable aux difficultés financières que connaît la Société Africaine de Raffinage (SAR). A cet égard, les achats en volume d'huiles brutes de pétrole ont diminué malgré la baisse des cours mondiaux de Brent de 9,4%. En revanche, les achats à l'international de produits pétroliers finis se sont accrus de 18,2% pour juguler la baisse de l'activité de raffinage et satisfaire la croissance de la demande locale de produits pétroliers finis.

Par ailleurs, l'évolution des activités de fabrication de produits agroalimentaires a contribué au fléchissement de la part du secteur secondaire dans le PIB. En effet, la contribution de la valeur ajoutée de la fabrication de produits agroalimentaires s'est amoindrie de 1,6 point en 2019 pour s'établir à 4,3%, en particulier sous l'effet de la contreperformance notée dans la fabrication de produits à base de tabac (-12,7%).

**Tableau XVII-2 : Evolution de l'activité économique dans le secteur secondaire**

	Croissance de la valeur ajoutée (%)		Contribution à la croissance du PIB (%)	
	2 018	2 019	2 018	2 019
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	29,6	-8,2	0,6	-0,2
<b>FABRICATION DE PRODUITS AGRO ALIMENTAIRES</b>	5,9	4,3	0,5	0,3
<b>RAFFINAGE DU PETROLE ET COKEFACTION</b>	-15,1	-5,9	-0,1	0,0
<b>FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES DE BASE</b>	15,1	6,4	0,1	0,0
<b>FABRICATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION</b>	4,2	0,2	0,0	0,0
<b>FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURIERS</b>	2,5	3,6	0,2	0,2
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ</b>	6,4	7,4	0,1	0,1
<b>DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINIS. ET TRAIT. DES DECHETS</b>	2,7	5,2	0,0	0,0
<b>CONSTRUCTION</b>	5,7	13,3	0,2	0,4

Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2020

Le secteur tertiaire a connu une hausse de 4,6% de sa valeur ajoutée en 2019, soit une contribution de 2,3 points à la croissance.

La progression du secteur tertiaire est imputable à la performance des activités financières et d'assurance (12,0% en 2019, après 6,0% en 2018), du transport (6,7% en 2019, contre 6,0% en 2018), des activités immobilières (3,3%, après 2,7% en 2018) et de l'enseignement (5,0% en 2019 contre 2,7% en 2018).



Le raffermissement des services financiers est impulsé par la bonne tenue des sous-secteurs bancaire et d'assurance qui se sont bonifiés de 8,3% et 23,1% entre 2018 et 2019 et d'un dynamisme des activités des auxiliaires financières et d'assurance.

Toutefois, le secteur tertiaire a enregistré une décélération de 0,8 point par rapport à 2018 en partie liée aux activités spécialisées, scientifiques et techniques qui ont vu leur valeur ajoutée stagner en 2019 après une hausse de 6,5% en 2018.

A cela s'ajoute le ralentissement de la valeur ajoutée des activités de services de soutien et de bureau (6,1% contre 8,6% en 2018), des activités d'Administration publique (5,6% contre 8,5% en 2018) et des activités pour la santé humaine, action sociale (4,5% contre 6,3% en 2018).

**Tableau XVII-3 : Evolution de l'activité économique dans le secteur tertiaire**

	Croissance de la valeur ajoutée (%)		Contribution à la croissance du PIB (%)	
	2 018	2 019	2 018	2 019
<b>COMMERCE</b>	7,4	5,6	1,0	0,7
<b>TRANSPORTS</b>	6,0	6,7	0,2	0,2
<b>HEBERGEMENT ET RESTAURATION</b>	4,3	4,4	0,1	0,1
<b>INFORMATION ET COMMUNICATION</b>	1,8	1,3	0,1	0,1
<b>ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE</b>	6,0	12,0	0,1	0,3
<b>ACTIVITES IMMOBILIERES</b>	2,3	3,3	0,2	0,3
<b>ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES</b>	6,5	0,0	0,3	0,0
<b>ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU</b>	8,6	6,1	0,2	0,1
<b>ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	8,5	5,6	0,5	0,3
<b>ENSEIGNEMENT</b>	2,7	5,0	0,1	0,2
<b>ACTIVITES POUR LA SANTÉ HUMAINE, ACTION SOCIALE</b>	6,3	4,5	0,1	0,1
<b>ACTIVITÉS ART. CULTU. SPORTIVES ET RECREATIVES</b>	5,2	-0,2	0,0	0,0
<b>ACTIVITES DOMESTIQUES</b>	3,7	3,5	0,0	0,0
<b>AUTRES ACTIVITES NCA</b>	5,2	3,2	0,1	0,0

Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2020

Quant aux taxes nettes sur les produits (en valeur), elles ont progressé de 29,0% en 2019. La vigueur des taxes est imputable aux performances enregistrées dans le recouvrement des taxes spécifiques (26,7%), de la TVA intérieure (20,2%) et de la baisse des subventions sur les produits. La hausse de la TVA intérieure est en liaison avec la bonne dynamique des industries de grain, de farine, des cimenteries et du sous-secteur de la télécommunication et du transport. Le raffermissement des taxes spécifiques est en grande partie consécutif au rapatriement de la taxe d'usage routier à hauteur de 41 milliards de FCFA.

## XVII.2.2. EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

Les emplois du PIB ont été caractérisés en 2019 par une progression de 3,7% de la consommation finale, soit une décélération de 0,8 point par rapport à 2018. Ce ralentissement est imputable au comportement de la dépense de consommation marchande qui s'est accrue de 3,5% en 2019, après 4,7% en 2018. Toutefois, la tendance baissière a été atténuée par la consommation publique qui a augmenté de 5,5% en 2019 contre 3,5% en 2018.

Concernant la Formation brute de Capital fixe (FBCF) des agents économiques, elle a progressé moins vite en 2019 (8,4%, après 13,7% en 2018). Cette perte de vitesse est imputable au ralentissement de l'investissement privé qui est ressorti en hausse de 9,3%, après 19,5% en 2018. La progression de l'investissement privé est principalement amoindrie par la baisse des dépenses consacrées à la prospection minière. En effet, certaines entreprises qui étaient en prospection, les années précédentes, ont entamé la phase production à partir de 2019. En revanche, la FBCF publique a enregistré une reprise de 5,0% en 2019 après un repli de 3,1% en 2018. Cette progression intervient dans le contexte de poursuite des projets structurants, notamment la poursuite du prolongement de la Voie de dégagement nord (VDN) II et des travaux relatifs au Train Express Régional (TER).

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, ils sont caractérisés par la vigueur des exportations en valeur (12,7%) et un ralentissement des taux de croissance des importations en valeur (5,5%, après 14,3% en 2018). Par conséquent, le déficit du solde extérieur des biens et services en valeur s'est amélioré (-1 940,5 milliards en 2019, contre -2 040,5 en 2018).

**Tableau XVII-4 : Evolution du PIB en volume selon les emplois (%)**

En taux de croissance annuel	2 018	2 019
Consommations intermédiaires	4,5	3,7
Consommation finale	4,7	3,5
marchande	4,3	4,4
non marchande	3,5	5,5
publique	5,3	2,9
autoconsommation et ISBLSM	13,7	8,4
Formation brute de capital fixe	-3,1	5,0
publique	19,5	9,3
privée	4,5	3,7
Acquisition d'objets de valeur	6,5	8,0
Exportations de biens et services	8,2	11,2
Importations de biens et services	9,0	5,3

Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2020

## Conclusion

L'économie sénégalaise a été caractérisée en 2019 par le ralentissement de tous les secteurs en particulier le primaire et le secondaire qui ont perdu, respectivement, 3,6 et 2,8 points de croissance comparativement à leur évolution de l'année précédente. Toutefois, le taux de croissance de 4,4% plus élevé que celui de la population a permis de consolider le PIB par tête qui est ressorti à 842 mille FCFA après 816 mille en 2018.

Du côté de la demande, la consommation finale demeure le principal emploi de la richesse créée. Toutefois, son poids dans le PIB continue de s'effriter. La formation brute de capital fixe reste vigoureuse malgré un léger ralentissement de l'investissement privé. Quant aux échanges extérieurs, ils sont marqués par l'amélioration du déficit commercial impulsé par la forte hausse des exportations.

En ce qui concerne les prix, la progression est en liaison avec l'augmentation substantielle du prix des taxes.